



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Papillons
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 11/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HUTCHINSON

20 rue des Martyrs
BP 423
37300 Joué-Lès-Tours

Références : 2024 / 696/VAT20240522
Code AIOT : 0010000685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement HUTCHINSON implanté 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 06/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUTCHINSON
- 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe TOTAL, la société HUTCHINSON est implantée depuis 1962 sur la commune de Joué-lès-Tours. Elle est spécialisée dans la fabrication de courroies de transmission, poulies découpleuses, tendeurs et poulies thermodures pour les secteurs de l'automobile et de l'industrie.

Il est à noter que l'activité de fabrication de tuyaux pour le transfert de fluides industriels (secteur FMS), auparavant exercée sur le site, est arrêté depuis avril 2021.

L'arrêt de cette activité n'a pas modifié la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Seuls les critères quantitatifs des rubriques de classement sont impactés, à la baisse.

Actuellement, environ 450 personnes sont employées sur le site, en 3x8, sur 5 jours.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
2	Zone à atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
3	Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.3.2.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
5	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
11	VLE des rejets atmosphériques des banc d'essais	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.4	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Disponibilité	Arrêté Ministériel du	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	des documents	30/06/2023, article 4-I et III		
6	Substitution du perchloréthylène	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3	/	Sans objet
7	Schéma de maîtrise des émissions	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.2.	/	Sans objet
8	Rejets atmosphériques de perchloréthylène	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.3.	/	Sans objet
9	Surveillance des rejets des chaudières et bancs d'essais	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 9.2.1.1.1	/	Sans objet
10	VLE des rejets atmosphériques des chaudières	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...]</p>

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par l'APAVE sur la période décembre 2023/janvier 2024. L'établissement comporte 10 transformateurs électriques en fonctionnement. Un certificat Q18 a été établi pour chaque secteur associé à un transformateur.

Il en ressort les éléments suivants :

* Bâtiment tendeurs-Poulies

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Réseau poste 1000 KVA :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Réseau transfo n° 3 :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Réseau transfo n° 5 Boudineuses :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Transfo n° 6 réseau poste 2000 KVA :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Bâtiment développement/Transfo n° 7 :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Réseau TGBT 11/Transfo n° 11 :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Bâtiment n° 12/Transfo 12 :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**absence de risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques ;

* Bâtiment Préparation 2000/Transfo n° 13 :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**existence d'un risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques, notamment par l'anomalie suivante :

- absence de limiteur de surtension au secondaire du transformateur dodécaphasé en régime IT

actuel : l'arrêt du fonctionnement du transformateur n°13 programmé en fin d'année 2023 afin d'engager les actions correctives nécessaires à la levée de l'anomalie électrique n'a pas été réalisé du fait des caractéristiques de l'équipement (transformateur avec double enroulement) qui nécessitaient d'être confirmés avant intervention. La société ACTEMIUM est intervenue pour ce faire en septembre 2024. L'exploitant a indiqué que les travaux nécessaires seront engagés avant la prochaine vérification électrique des installations prévue début décembre 2024. Les justificatifs de leur réalisation et de la levée de l'anomalie seront consécutivement adressés aux services d'inspection (courant janvier).

* Bâtiment Préparation 2000/Transfo n° 14 :

=> certificat Q18 du 15 janvier 2024 concluant à l'**existence d'un risque d'incendie et d'explosion** généré par l'état des installations électriques, notamment par l'anomalie suivante :

- absence de limiteur de surtension au secondaire du transformateur dodécaphasé en régime IT
actuel : Comme pour le transformateur n° 13, l'arrêt du fonctionnement du transformateur n°14 programmé en fin d'année 2023 afin d'engager les actions correctives nécessaires à la levée de l'anomalie électrique n'a pas été réalisé du fait des caractéristiques de l'équipement (transformateur avec double enroulement) qui nécessitaient d'être confirmés avant intervention. La société ACTEMIUM est intervenue pour ce faire en septembre 2024. L'exploitant a indiqué que les travaux nécessaires seront engagés avant la prochaine vérification électrique des installations prévue début décembre 2024. Les justificatifs de leur réalisation et de la levée de l'anomalie seront consécutivement adressés aux services d'inspection (courant janvier).

Les éléments présentés n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection quant au respect de la fréquence de vérification annuelle. Cette dernière est bien respectée.

L'exploitant a par ailleurs précisé que les anomalies détectées à la suite de ces contrôles sont catégorisées en interne, 1, 2 ou 3 en fonction de leur importance et du degré d'urgence de l'intervention à engager (fichier de suivi informatique), les petites anomalies étant traitées en interne, les anomalies plus conséquentes étant soldées au travers de l'intervention d'un prestataire extérieur.

=>**Les installations de l'établissement présentent des anomalies électriques générant un risque d'incendie (deux anomalies).**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Zone à atmosphère explosible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 7.3.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Zone à atmosphère explosible

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter les appareils doivent être réduits au strict minimum, Ils doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

Constats :

Lors de la précédente inspection, deux extracteurs d'air n'ont pas été identifiés comme étant potentiellement à l'origine d'atmosphère explosible alors que les plaquettes d'information des caractéristiques des moteurs le précisent, de même que les certificats associés aux filtres (l'exploitant a précisé exiger dorénavant systématiquement la fourniture de ces certificats à l'achat).

L'exploitant a consécutivement démonté les carters permettant de confirmer les caractéristiques des différents équipements et notamment leur caractère ATEX. Il convient dorénavant que soit réalisé l'affichage ATEX réglementaire.

=> Deux extracteurs d'air de l'établissement répondant à la réglementation ATEX ne sont pas associés à l'affichage réglementaire qui en découle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4.1.3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Abandon provisoire ou définitif d'un ouvrage de prélèvement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement. Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

*** Abandon provisoire :**

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

*** Abandon définitif:**

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. L'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués.

Constats :

Lors de la précédente inspection, l'exploitant a indiqué avoir mis à l'arrêt de manière définitive le forage FMS (référéncé sous le code 04578X0048, prélèvement à 66,20 m dans la Craie du Turonien), l'un des deux forages du site. Néanmoins, l'engagement des mesures réglementaires d'abandon définitif de ce forage n'a pas été justifié.

Lors de cette nouvelle inspection, l'exploitant a justifié de la réalisation du déséquipement de la pompe et de la tête du forage, avec remise en place d'une plaque de recouvrement en vue de l'abandon définitif. ces travaux ont été réalisés par la société HAENDEL/ALTRAD.

Néanmoins, le forage n'a pas été comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi de la mise en place d'un bouchon de sobranite jusqu'à 5 m du sol, le reste devant être cimenté jusqu'au sol. Ces travaux doivent par ailleurs s'accompagner d'un rapport précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment exploité, la description et justification des travaux de comblement réalisés.

=> Les travaux d'abandon définitif du forage FMS, bien qu'initiés, n'ont pas été menés à leur terme : le forage n'a pas été comblé et rebouché dans les règles de l'art, le rapport de fin de travaux n'a pas été adressé au préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Disponibilité des documents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I et III
Thème(s) : Risques chroniques, Documents
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées:</p> <p>1o La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées;</p> <p>[...]</p> <p>6o La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu du cas d'exemption de la société HUTCHINSON de l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction à engager en période de sécheresse, seuls les points 1 et 6 de l'article 4.I sont applicables à l'établissement.</p> <p>S'agissant du point 1°, l'exploitant a précisé que sur les deux forage présents au sein de l'établissement, un seul était utilisé, le prélèvement étant effectué dans la nappe de la Craie du Turonien. Le suivi de la consommation d'eau prélevé est quotidien (registres consultés). Les rejets s'effectuent dans le réseau public vers la station de traitement de Tours métropole val de Loire</p>

avec enregistrement mensuel, les rejets de cette station s'effectuant dans la Loire.

L'exploitant tient à jour un registre permettant de suivre précisément les volumes prélevés, réutilisés, et réellement consommés, à une fréquence quotidienne, avec synthèses annuelles. L'exploitant a par ailleurs précisé, lors de cette nouvelle inspection, les codes des masses d'eau associées au prélèvement et au rejet :

- **prélèvements :**

-> eau souterraine à destination du secteur industriel de l'établissement : nappe de la Craie du Turonien, code Sandre GG092

-> eau de ville : code Sandre GG122

- **rejets :**

-> eaux usées rejetées à destination de la station de traitement de Tours Métropole : le rejet s'effectue consécutivement dans la Loire, code Sandre GT28

-> eaux pluviales : le rejet s'effectue dans le Petit Cher, code Sandre GR195.

S'agissant du point 6°, l'exploitant a été en mesure d'informer l'inspection, justification à l'appui, des améliorations et investissements qui ont récemment permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants.

L'exploitant a par ailleurs établi un listing des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

Conformément aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'ensemble des documents attendus ont été établis et tenus à la disposition de l'inspection dans les trois mois suivants l'entrée en vigueur du présent arrêté excepté concernant les masses d'eau concernés par le prélèvement et le rejet dont les informations ont été communiqués le jour de cette inspection.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

L'exploitant transmet à l'inspection le plan de gestion de solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, et l'informe de ses actions visant à réduire sa

consommation de solvants.

Ce PGS est divisé en deux parties :

- une première partie pour les composés chlorés,
- une deuxième partie pour les composés non chlorés.

Constats :

L'exploitant établit le plan de gestion de solvants de son établissement annuellement, avant le 31 mars, document qu'il communique systématiquement à l'inspection. Ce document a été examiné en inspection.

Le plan de gestion de solvants comporte un listing de l'ensemble des produits utilisés au sein de l'établissement et détaille précisément les différentes sorties de solvants (ventes, déchets, émissions canalisées, émissions diffuses).

Ce document est effectivement composé de deux parties, à savoir un 1er plan de gestion de solvants correspondant à l'ensemble des solvants utilisés sur le site, puis un second correspondant aux seuls solvants chlorés représentant l'essentiel des solvants utilisés sur site. Ces deux documents ne répondent pas précisément aux dispositions de l'article 3.2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2012 mais permettent néanmoins d'en retirer toutes les informations attendues (deux PGS attendus traitant pour l'un des solvants chlorés, pour l'autre des solvants non chlorés, alors que l'exploitant réalise deux PGS traitant pour l'un des solvants chlorés, pour l'autre de la totalité des solvants consommés sur site).

La consommation de solvants annuelle de l'établissement se monte, pour l'année 2023, à 21,327 tonnes (26,758 tonnes en 2022), pour une consommation de solvants chlorés de 16,076 tonnes (23,680 tonnes en 2022). Les émissions de composés organiques volatils se montent respectivement à 20,953 tonnes (23,150 tonnes en 2022) pour la totalité des solvants consommés de l'établissement et à 15,702 tonnes (20,072 tonnes en 2022) pour les solvants chlorés.

Après modification de la puissance des moteurs d'aspiration de chacune des tours de confection des courroies, l'exploitant a indiqué avoir réalisé des investigations visant à déterminer la capacité de captation de solvants de ces installations (au travers de la réalisation de mesures réalisées en interne à l'aide d'un appareil MiniRAE 3000 positionné dans la gaine d'évacuation des émissions captées par l'intermédiaire des rampes d'aspiration, au nombre de trois, sur chacune des tours de confection). Ces investigations concluent à une capacité de captation supérieure à 80 % des solvants émis. Les émissions diffuses ont consécutivement été majorées et considérées, au détriment des performances réelles des installations, à 20 % des émissions. Pour ce faire, l'exploitant a considéré que le traitement des solvants par filtre à charbon actif (centrale de traitement) présentait un rendement de 100 %. En procédant de la sorte, il a été considéré que les émissions de solvants rejetées à l'atmosphère ne sont constituées que des émissions diffuses, se montant de fait, en 2023, à 4,191 tonnes de solvants, dont 3,140 tonnes de solvants chlorés.

Dans le cas présent, la quantité de solvants canalisés a été considérée nulle en majorant la quantité de solvants diffus. Le PGS doit néanmoins déterminer au plus juste les quantités de solvants émis, qu'ils soient canalisés ou diffus, sur la base des résultats de la campagne de mesures des émissions canalisées réalisées en sortie (derrière le traitement par la centrale à charbon actif), avec détermination du tonnage réellement capté avant traitement par la centrale à charbon actif au vu de son rendement.

Par ailleurs, le plan de gestion de solvants ne comprend pas de chapitre sur les actions en cours visant à réduire la consommation de solvants et notamment les dernières actions résidant dans le fait de remplacer la production de courroies à base de perchloréthylène par des courroies dites gainées, sans solvants, bien que ces éléments répertoriés au sein d'un autre tableur (le point de

contrôle n° 7 du présent rapport rappelle les actions réalisées et celles en cours).

Il pourrait également être intéressant que les plans de gestion de solvants présentent un tableau supplémentaire traduisant l'évolution de la consommation de solvants, des émissions canalisées et des émissions diffuses sur les dernières années.

=> Les caractéristiques techniques du traitement par filtre à charbon actif mis en place et le rendement associé doivent être justifiés.

=> Le PGS ne détermine pas au plus juste les quantités de solvants émis, qu'ils soient canalisés ou diffus, sur la base des résultats de la campagne de mesures des émissions canalisées réalisées en sortie (derrière le traitement par la centrale à charbon actif), avec détermination du tonnage réellement capté avant traitement par la centrale à charbon actif au vu de son rendement.

=> Le plan de gestion de solvants ne comprend pas de chapitre sur les actions en cours visant à réduire la consommation de solvants et notamment les dernières actions résidant dans le fait de remplacer la production de courroies à base de perchloréthylène par des courroies dites gainées, sans solvants.

=> Il pourrait être intéressant que les plans de gestion de solvants présentent un tableau supplémentaire traduisant l'évolution de la consommation de solvants, des émissions canalisées et des émissions diffuses sur les dernières années.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Substitution du perchloréthylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Substitution du perchloréthylène

Prescription contrôlée :

A l'échéance du 31 décembre 2014, l'exploitant a procédé à la substitution de 64 % du perchloréthylène utilisé.

L'exploitant poursuit ses recherches pour trouver d'autres alternatives à l'utilisation du perchloréthylène lors de la fabrication des courroies et les met en oeuvre. Les résultats de cette démarche sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fait valoir, ces dernières années, la mise en place d'une nouvelle technologie permettant de basculer d'une fabrication de courroies existantes à base de perchloréthylène (PER) à une fabrication de courroies gainées ou cimentées (sans solvant).

La substitution du PER était de 61 % en 2019, 74 % en 2020, 77 % en 2021, 81% en 2022, 80 % en 2023 et en 2024. Bien que les résultats sur la consommation de perchloréthylène affichés par l'exploitant présentent une certaine stabilité ces dernières années, l'objectif de la société est de

<p>supprimer définitivement le perchloroéthylène des process de l'établissement. L'exploitant poursuit pour ce faire ses recherches pour trouver d'autres alternatives à l'utilisation du perchloroéthylène lors de la fabrication des courroies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions réalisées depuis 2022 : <ul style="list-style-type: none"> -> Remplacement des câblés 541068 et 541069 par le câblé gainé 541069G (câblé utilisé pour la production de courroies Poly-V-K BR Standard au secteur GS) : cela concerne les structure SK567,SK568, SK572 et SK574, soit 73000 jupes (de longueur 1 mètre) produites en 2022 ; -> Remplacement de la structure SK704 (câblé 551287) par la structure SK7040 (câblé gainé551295G) : ce changement ne concerne que quelques références de courroies, mais un total de15500 jupes (de longueur 1 mètre) produites en 2022. -> Remplacement des câblés 541066 et 541067 par le câblé gainé 541067G (janvier 2024) ; - Actions en cours : <ul style="list-style-type: none"> -> Passage en câblé gainé pour la structure SJ307 : essais en-cours (délai fixé à début 2025) -> Passage en câblé gainé pour les courroies H et J Std : plusieurs essais en-cours mais pas de délai fixé à ce jour ; -> Remplacement du câblé 662236 : projet ouvert fin 2022 (délai : mi-2025). <p>L'objectif de substitution de 64 % d'utilisation du perchloréthylène est largement atteint (80 % à ce jour). L'exploitant poursuit néanmoins ses efforts avec l'objectif affiché de supprimer définitivement l'utilisation de perchloréthylène, tout en indiquant que les opérations de réduction de perchloréthylène se font dorénavant sur des produits très variés générant plus de complexité dans l'obtention de résultats, d'où l'observation d'une stagnation des opérations de réduction ces dernières années.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Schéma de maîtrise des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de maîtrise des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un schéma de maîtrise des émissions (SME), établi conformément au guide technique élaboré par le SNCP, l'ADEME et le MEDD pour les activités liées au secteur de la transformation du caoutchouc (du 30 avril 2002). Il est utilisé comme ratio la quantité de solvant en grammes par kilo de gommés travaillées. L'année de référence est 1999. Pour tous types de solvants, le ratio cible à atteindre est de 10,12 g/kg de gomme produite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait valoir une quantité de solvant de 8,06 g/kg de gomme traitée en 2018, 4,7 g/kg en 2021.</p> <p>En 2024, la quantité de solvant chloré est de 1,46 g/kg de gomme traitée alors que la quantité de solvant non chloré est de 1,06 g/kg de gomme traitée.</p> <p>Pour rappel, l'exploitant a fait valoir, ces dernières années, la mise en place d'une nouvelle technologie permettant de basculer d'une fabrication de courroies existantes à base de perchloréthylène à une fabrication de courroies gainées ou cimentées (sans solvant) conduisant ce ratio à évoluer à la baisse ces dernières années.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques de perchloréthylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.5.4.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques de perchloréthylène

Prescription contrôlée :

Les dispositions ci-après s'appliquent indépendamment du point 3.2.5.4.2.

A l'exception du perchloroéthylène, l'exploitant ne met pas en oeuvre de solvants figurant à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Une valeur limite d'émissions de 20 mg/m³ est alors imposée pour l'ensemble des installations mettant en oeuvre cette substance.

Constats :

Toutes les tours de confection de grande série (GS) sont reliées à une centrale de traitement des COV avec filtration par charbon actif implantée en septembre 2019. Les émissions de PER sont conformes à la VLE de 20 mg/Nm³.

La tour de confection moyenne série (MS) est reliée à une centrale de traitement des COV avec filtration par charbon actif implantée en mai 2021. Les émissions de PER sont conformes à la VLE de 20 mg/Nm³.

Par le passé, la valeur limite d'émission en PER de 20 mg/Nm³ a été dépassée pour les deux tours de confection du moulage inverse (dernière campagne de mesure du 1er juillet 2020 : 31 et 54,8 mg/Nm³).

Ces derniers équipements ont depuis été reliés à une centrale de traitement des COV avec filtration par charbon actif implantée en septembre 2021. L'exploitant réalise par ailleurs une rotation entre ces équipements lorsque la concentration de PER s'approche de 20 mg/Nm³, permettant d'éviter tout dépassement de la valeur limite.

La dernière campagne de mesure de rejets de PER réalisée par DEKRA du 21 au 23 novembre 2022 a permis de confirmer le respect de la valeur limite de 20 mg/Nm³ pour l'ensemble des points de rejet (secteur GS : la valeur a été mesurée à 4,510 mg/Nm³ ; secteur MS : la valeur a été mesurée à 0,0015 mg/Nm³).

La prochaine campagne de mesures sera renouvelée en 2025 selon la fréquence triennale de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets des chaudières et bancs d'essais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 9.2.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets des chaudières et bancs d'essais

Prescription contrôlée :

Les mesures d'autosurveillance portent sur les 3 chaudières et les bancs d'essais pour les paramètres suivants :

Paramètre	Fréquence

Débit	Triennale
O2	Triennale
CO2	Triennale
Poussières	Triennale
SO2	Triennale
NOX	Triennale

Constats :

Le dernier contrôle des chaudières a été réalisé par l'APAVE respectivement le 5 avril 2024 et le 24 juin 2024 pour les chaudières "eau chaude" n° 2 et 3 et la chaudière "vapeur" n° 1.
Le dernier contrôle des bancs d'essais a été réalisé par DEKRA en 2022 et sera renouvelé en 2025.
=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VLE des rejets atmosphériques des chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets atmosphériques des chaudières

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant ,et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Concentration instantanée en mg / Nm ³	Conduit n° 1	Conduit n° 2	Conduit n° 3 et 4
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3%	3%	3%
NO _x en équivalent NO ₂	100	100	100

Constats :

En 2020, un deuxième groupe froid A2P avec récupération de flux thermique a été mis en service. Une des chaudières a été arrêtée consécutivement.

Les rejets atmosphériques de la chaudière n° 1 (production de vapeur) ont été contrôlés par l'APAVE le 24 juin 2024. A cette occasion les oxydes d'azote ont été mesurés à 74 mg/Nm³. Les rejets atmosphérique des chaudières n° 2 et 3 (production d'eau chaude) ont été contrôlés par l'APAVE le 5 avril 2024. A cette occasion les oxydes d'azotes ont respectivement été mesurés à 60,4 mg/Nm³ et 58,9 mg/Nm³.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : VLE des rejets atmosphériques des banc d'essais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets atmosphériques des banc d'essais

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant ,et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, [...] :

Bancs d'essais :

Pour les poussières :

- si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³ ;
- si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³.

Constats :

Le dernier contrôle sur les émissions atmosphériques des bancs d'essais a été réalisé par DEKRA le 21 novembre 2022.

Les résultats observés sur le paramètre "poussière" mesuré sont les suivants :

- Banc d'essais BOX n° 455 : concentration en poussières mesurée à 9,4 mg/Nm³ pour un flux de 2,4 g/h => conforme ;
- Banc d'essais BOX n° 458 : concentration en poussières mesurée à 115,0 mg/Nm³ pour un flux de 17,3 g/h => non conforme.

=> Les rejets atmosphériques mesurés sur le banc d'essais n° 458 sont non conformes (valeur limite de rejet fixé à 100 mg/Nm³ pour un flux inférieur à 1 kg/h : concentration observée : 115,0 mg/Nm³ pour un flux de 17,3 g/h).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours